



## Berlin Eco

NUMERO 15

13 août 2019

© DG Trésor

### ACTUALITE ECONOMIQUE

#### CONTEXTE EUROPEEN ET INTERNATIONAL

La cour constitutionnelle de Karlsruhe, saisie par des eurosceptiques a, le 30 juillet, rejeté leur [requête](#) qui visait à faire déclarer **inconstitutionnels l'union bancaire et le fonds de résolution bancaire (FRU)**. Les plaignants estiment que ces dispositifs font encourir à l'Allemagne des risques financiers incalculables. Selon le juge, l'union bancaire est conforme à la Loi fondamentale dans la mesure où elle prévoit un partage de compétence de la supervision bancaire entre la BCE et les autorités nationales. Concernant le Conseil de résolution unique et le FRU, « il n'y a pas de dépassement apparent, à condition que les limites des pouvoirs assignés au Conseil soient strictement respectées ».

#### ENVIRONNEMENT MACROECONOMIQUE

Selon [l'Office fédéral statistique](#), le PIB (réel et corrigé des effets calendaires) s'est contracté de **0,1% au deuxième trimestre 2019**, après une progression de 0,4% au premier trimestre ; l'investissement et la consommation sont restés solides, tandis que la dégradation du commerce extérieur a freiné la croissance. En outre, après une légère reprise en mai (+0,1%), **la production du secteur manufacturier a chuté de 1,5% en juin 2019** par rapport au mois précédent, et de 5,2% en comparaison annuelle. Toujours selon [Destatis](#), **les prix à la consommation ont progressé en juillet 2019 de 1,7% en comparaison annuelle** et de 0,5% par rapport au mois précédent. L'IPCH était quant à lui plus élevé de 1,1% par rapport à juillet 2018 et de 0,4% par rapport à juin 2019. En parallèle, [Commerzbank](#) a revu à la baisse sa **prévision de croissance du PIB allemand pour 2020 de 1,3% à 0,8%**, citant comme raison principale la dégradation plus forte que prévu de la situation économique chinoise.

#### POLITIQUE BUDGETAIRE

[Destatis](#) a publié les données consolidées de l'endettement de l'Etat au 31/12/2018 : **la dette de l'ensemble des administrations publiques s'est élevée à 1 916,6 Md€**, soit un endettement par tête de 23 124 €. **Le niveau de la dette a ainsi baissé de 2,7% (52,5 Md€) par rapport à fin 2017**. Tous les niveaux administratifs ont contribué à cette diminution : la dette du Bund (1 213,2 Md€) a baissé de 2,4% (soit 29,3 Md€), celle des Länder (570,5 Md€) de 2,7% (soit 15,9 Md€) et celle des communes (132,8 Md€) de 5% (soit 7,0 Md€). Au niveau des Länder, seuls les villes-Etats de Brême et Hambourg ainsi que le Schleswig-Holstein ont vu leur dette augmenter, respectivement de 3,3%, 5,5% et 5,8%. La hausse pour le Schleswig-Holstein et Hambourg est due à l'utilisation de la garantie apportée en 2009 à la HSH Nordbank dans le cadre de sa privatisation fin 2018.

**Plusieurs personnalités des partis de coalition socio-démocrate et chrétien-démocrate appellent à l'abandon du principe de « schwarze Null », i.e. l'absence de nouvel endettement** dans l'élaboration du budget fédéral. L'argument principal réside dans la nécessité de débloquer d'importantes sommes pour



financer la protection du climat. En attendant les conclusions du conseil des ministres sur le climat le 20 septembre prochain, pendant lequel un paquet budgétaire sera discuté, le ministre fédéral des Finances Olaf Scholz a néanmoins confirmé son ambition de se passer de nouvel endettement, les moyens à disposition étant selon lui suffisants pour financer les projets prioritaires des prochaines années.

En outre, les économistes Michael Hüther (IW Köln) et Jens Südekum (Université de Düsseldorf) se prononcent également pour un assouplissement des règles budgétaires, notamment pour permettre une prise en charge des dettes de certaines communes. Dans le cadre d'une [étude](#) analysant les disparités régionales en matière d'économie, de démographie et d'infrastructure, les économistes ont identifié un besoin d'agir urgent dans 19 régions (sur 96) en difficulté (principalement à l'Est mais aussi en Rhénanie-du Nord-Westphalie, Sarre, Schleswig-Holstein et Palatinat) en raison de fermetures d'usines, d'endettement important ou de vieillissement rapide de la population.

### POLITIQUES SOCIALES

Selon le rapport mensuel de [l'agence fédéral du travail](#), le taux de chômage (en définition nationale) est resté stable en juillet (à 5,0%, donnée corrigée des variations saisonnières). L'emploi stagne depuis mars (+0,0% en juin sur un mois, dernière donnée cvs publiée). Le nombre d'offres d'emploi déclarées est en recul (-8,4% sur la période cumulée entre août 2018 et juillet 2019 par rapport à celle entre août 2017 et juillet 2018) mais reste à un niveau élevé.

Selon l'« [Atlas retraite 2019](#) » de la Deutsche Rentenversicherung, la retraite brute moyenne (avant impôts et cotisations maladie et dépendance) perçue par les personnes ayant cotisé au moins 35 ans s'élevait à 1 360 € en Allemagne en 2018 (1 520 € pour un homme et 1 106 € pour une femme en moyenne).

Selon un [rapport](#) du ministère fédéral du travail, les dépenses sociales s'élevaient à 996 Md€ en 2018, en hausse de 3,2% sur un an (en valeur). Leur part dans le PIB a légèrement baissé à 29,4%, la progression du PIB ayant été un peu plus forte (3,3% en valeur). Ces dépenses étaient financées à hauteur de 34% par les employeurs, de 31%, par les salariés et 33% par les subventions publiques (autres ressources : 2%).

## ACTUALITE FINANCIERE

### REGULATION FINANCIERE

Le [projet de loi portant sur la transposition](#) de la modification de la 4<sup>e</sup> directive relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme a été adopté en conseil des ministres le 31 juillet. Il prévoit l'extension du champ d'application aux prestataires de services en crypto-actifs, aux courtiers en immobilier et en œuvres d'art (galerie, ventes aux enchères, dépôt) et aux commerçants de métaux précieux à partir de 2 000 € (et non plus 10 000 €). L'accès au registre central sera également élargi.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la directive « service de paiement » (PSD2), la confédération bancaire allemande (DK) considère que la plupart des banques ont mis en place une interface de programmation applicative unique (API) suffisamment sûre pour ne pas avoir besoin d'un mécanisme d'urgence, comme le prévoit le législateur. Or, pour en être exempté, il faut l'accord du superviseur qui n'a, pour l'instant, reçu que quelques demandes et autorisé aucune exemption.

### BANQUES ET ASSURANCES

Les pertes de NordLB (cf. BE 6/2019) ont affecté les résultats annuels agrégés du groupe de la fédération des caisses d'épargne. En 2018, le groupe affiche un résultat avant impôts de 3 Md€ (contre



5,7 Md€ en 2017) et un résultat net négatif (-213 M€ contre 2,3 Md€ en 2017) qui se répartit de la façon suivante : 1,8 Md€ pour les caisses d'épargne (contre 2,1 Md€ en 2017), - 2 Md€ pour les *Landesbanken* (y compris le gestionnaire d'actifs Dekabank ; contre 187 M€ en 2017) et 26 M€ pour les caisses d'épargne logement (contre 33 M€ en 2017).

**Commerzbank** enregistre un premier semestre 2019 en baisse par rapport au premier semestre 2018 (résultat avant impôts de 542 M€ contre 659 M€), notamment du fait d'une hausse des provisions pour risques. Le cours de l'action a atteint son plus bas niveau de ces trois dernières années. Les résultats de la banque d'entreprises, qui sera dirigée à partir de l'an prochain par Roland Boekhout du groupe bancaire néerlandais ING, sont particulièrement faibles tandis que ceux de la banque de particuliers ont progressé en raison d'une hausse nette de 232 000 clients. La banque a fermé sa structure interne de défaillance dont le volume d'actifs toxiques et non stratégiques est passé de 150 Md€ en 2012 à 4,5 Md€ (dont 200 M€ d'actifs maritimes). Dans le contexte d'annonces stratégiques de la banque à l'automne prochain, le Bund qui détient 15,6% de Commerzbank, recrute un conseiller externe chargé d'analyser la situation de la banque et la participation de l'Etat.

La vente par **Comdirect**, filiale de Commerzbank, d'ebase GmbH (European Bank for Financial Services) au groupe financier britannique FNZ Group a été finalisée. La cession pour un montant de 154 M€ avait été décidée il y a un an.

Dans le cadre du recentrage sur son cœur de métier, **Société Générale** a annoncé la cession de sa filiale allemande de location de camions et remorques PEMA GmbH achetée en 2008.

**Copyright**

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Berlin.

**Clause de non-responsabilité**

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Directeur de la publication : Etienne Oudot de Dainville  
Service Economique de Berlin  
Ambassade de France en Allemagne

Adresse :  
Pariser Platz 5  
10117 Berlin  
Twitter: @FRTresor\_Berlin

Rédigé par : Bruno Fluhrer, Anita Gandon, Lucie Petit et  
Laurence Rambert

Version du 13 août 2019